

Cahier des Clauses Administratives Particulières

A] INFORMATIONS ESSENTIELLES DU CONTRAT

Marché numéro	(si non renseigné ici : figure dans le courrier de notification)	
Objet de l'accord-cadre	FOURNITURE DE FIOUL DOMESTIQUE ET DE GNR ZERO POUR LES ETABLISSEMENTS DU GHT 49	
Référence consultation	DTEM24AO032FIOUL-GNR0	
Mode de passation	Appel d'offres ouvert, en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.	
Etablissements concernés	Etablissements du GHT 49 et partenaires du GHT listés en annexe	N/A
Référent administratif	Lydie DUBOIS - 02.41.35.38.50 dtem@chu-angers.fr	N/A
Référent technique	Aurélien MOREAU - 02.41.35.38.50 dtem@chu-angers.fr	N/A
Forme du contrat	Accord-cadre exécuté par la passation de marchés subséquents	Article 4 -
Allotissement	OUI	Article 3 -
Durée initiale du marché	12 mois	Article 5 -
Reconductions	OUI (tacite)	5.2

B] IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT DE L'ACHETEUR (coordonnateur en cas de groupement de commandes)

Désignation	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE D'ANGERS <i>N.B. : en cas d'achat groupé, les informations relatives aux autres établissements figurent en annexe du CCAP</i>	
Représentant de l'acheteur	Par délégation de la directrice générale, M. Thibaud ARNAULD DES LIONS, directeur des achats du GHT 49	
Renseignements facturation	Cf. liste des établissements parties du GHT 49 en annexe du C.C.A.P.	
Désignation du comptable assignataire des paiements	Cf. liste des établissements parties du GHT 49 en annexe du C.C.A.P.	
Mois de remise des offres (M0)	NOVEMBRE 2024	

<u>ARTICLE 1 - PARTIES AU CONTRAT</u>	6
1.1 ACHETEUR	6
1.2 TITULAIRE	6
<u>ARTICLE 2 - DESCRIPTION DE L'ACCORD-CADRE</u>	6
2.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE	6
2.2 NATURE DU MARCHE ET COMPETENCES DE L'ETABLISSEMENT SUPPORT ET DES ETABLISSEMENTS PARTIES DU GHT 49	7
<u>ARTICLE 3 - DIVISION EN LOTS</u>	8
<u>ARTICLE 4 - FORME DU MARCHE(S)</u>	8
<u>ARTICLE 5 - DUREE DU MARCHE ET RECONDUCTION</u>	8
5.1 DUREE INITIALE	8
5.2 RECONDUCTIONS	8
5.3 MARCHES COMPLEMENTAIRES OU DE PRESTATIONS SIMILAIRES	9
<u>ARTICLE 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS</u>	9
6.1 DOCUMENT CONTRACTUELS DE L'ACCORD-CADRE	9
6.1.1 PIECES PARTICULIERES	9
6.1.2 PIECES GENERALES	9
6.2 DOCUMENTS CONTRACTUELS DES MARCHES SUBSEQUENTS	9
6.3 PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE DU MARCHE	10
6.3.1 FORME DES NOTIFICATIONS	10
6.3.2 NOTIFICATIONS DU MARCHE ET DE SES MODIFICATIONS	10
6.3.3 NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE	10
6.3.4 NOTIFICATIONS DESTINEES A L'ACHETEUR	10
<u>ARTICLE 7 - MODALITES D'EXECUTION SPECIFIQUES A LA PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS</u>	10
7.1 TITULAIRES	10
7.2 CLAUSE D'EXCLUSIVITE	11
7.3 PERIODICITE DE LA REMISE EN CONCURRENCE	11
7.4 FORME ET DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS	11
7.5 OBLIGATION DE REPONSE	11
7.6 PRIX PLAFONDS	11
7.7 MODALITES DE REMISE EN CONCURRENCE DES TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE	11
7.7.1 CONSULTATION DES TITULAIRES	11
7.7.2 EXAMEN DES OFFRES REMISES	12
7.7.3 NOTIFICATION DE LA DECISION DE L'ACHETEUR	12
7.8 CLAUSE D'EXCLUSION	12
<u>ARTICLE 8 - CONTENU ET CARACTERE DES PRIX</u>	13
8.1 CONTENU DES PRIX DU MARCHE	13
8.2 PRIX DE REFERENCE DE L'ACCORD-CADRE	13

8.3	FORME DES PRIX	13
8.4	VARIATIONS DES PRIX	13
8.4.1	VARIATIONS DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	13
8.4.2	VARIATIONS DES PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS	13
8.5	APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE ET AUTRES TAXES REGLEMENTAIRES	14
8.6	FOURNITURES ACHETEEES HORS BPU ET BENEFICIAINT D'UNE REMISE SUR CATALOGUE	14
8.7	VARIATION DU TAUX DE REMISE	14
8.8	OFFRES PROMOTIONNELLES	14
8.9	REMISE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES	14
8.10	CLAUSE INCITATIVE LOGISTIQUE	15
<u>ARTICLE 9 - AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE</u>		15
9.1	AVANCES	15
9.2	RETENUE DE GARANTIE	15
<u>ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</u>		16
10.1	ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	16
10.2	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	16
10.2.1	REPARTITION DES PAIEMENTS	16
10.2.2	FACTURE ELECTRONIQUE	16
10.2.3	DEPOT DE LA FACTURE ELECTRONIQUE	16
10.3	MODE DE REGLEMENT	17
10.4	TITULAIRE ETRANGER – LANGUE DU CONTRAT	17
<u>ARTICLE 11 - MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES</u>		18
<u>ARTICLE 12 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</u>		18
12.1	QUALITE DES PRESTATIONS	18
12.2	LIVRAISON DES FOURNITURES	18
12.3	LES RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT	19
12.3.1	RUPTURE PONCTUELLE D'UN PRODUIT	19
12.3.2	ARRET DE COMMERCIALISATION D'UN PRODUIT	19
<u>ARTICLE 13 - MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU CONTRAT</u>		19
13.1	AJOUT D'UN ETABLISSEMENT BENEFICIAIRE	19
13.2	AJOUT DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES HORS BPU	19
13.3	CESSION DU MARCHÉ	20
13.4	EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE	20
<u>ARTICLE 14 - SOUS-TRAITANCE</u>		20
<u>ARTICLE 15 - OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE</u>		20
15.1	CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE	20
15.2	ASSURANCE	21
15.3	DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	21
15.4	SECURITE	21
<u>ARTICLE 16 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS</u>		22
16.1	VERIFICATION QUANTITATIVE	22
16.2	VERIFICATION QUALITATIVE	22
16.3	DECISIONS APRES VERIFICATIONS	23
16.4	ADMISSION ET TRANSFERT DE PROPRIETE	23

16.5	RESPONSABILITE	23
<u>ARTICLE 17 -</u>	<u>GARANTIE TECHNIQUE</u>	<u>23</u>
<u>ARTICLE 18 -</u>	<u>DELAIS D'EXECUTION ET PENALITES DE RETARD</u>	<u>23</u>
18.1	DEFINITION DU DELAI CONTRACTUEL	23
18.2	EXIGIBILITE DES PENALITES DE RETARD	24
18.3	CALCUL DES PENALITES DE RETARD D'EXECUTION	24
18.4	PENALITES POUR MAUVAISE EXECUTION DES PRESTATIONS	24
18.5	PENALITES POUR RETARD DANS LA FOURNITURE DE DOCUMENTS	24
18.6	CUMUL	24
<u>ARTICLE 19 -</u>	<u>RESILIATION DU MARCHE</u>	<u>25</u>
19.1	RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE	25
19.2	RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE	25
19.3	RESILIATION POUR MOTIFS D'INTERET GENERAL	25
19.4	RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	25
19.5	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	26
19.5.1	EN CAS D'INEXECUTION DE LA PRESTATION EN COURS D'EXECUTION	26
19.5.2	- APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE	26
<u>ARTICLE 20 -</u>	<u>DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT</u>	<u>26</u>

Chapitre I : Généralités

Préambule :

Le Groupement hospitalier de territoire de Maine et Loire (ci-après, le « GHT 49 ») a pour objet de créer les conditions d'élaboration et de mise en œuvre d'une stratégie de prise en charge partagée et graduée des patients, dans le but d'assurer une égalité d'accès aux soins sécurisés et de qualité dans une logique de continuité du parcours de santé.

Les Etablissements suivants sont parties au Groupement hospitalier de territoire de Maine et Loire :

- Centre Hospitalier Universitaire d'Angers
- Centre Hospitalier de Cholet
- Centre Hospitalier de Saumur
- Centre Hospitalier Longué-Jumelles
- Centre de Santé Mentale Angevin CESAME
- Hôpital Intercommunal du Baugeois et de la Vallée
- Hôpital de la Corniche Angevine
- Centre Hospitalier de Doué la Fontaine
- Centre Hospitalier Layon-Aubance
- Centre Hospitalier Intercommunal Lys Hyrôme

Une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier Universitaire d'Angers comme établissement support du Groupement hospitalier de territoire de Maine et Loire.

L'article L.6132-3 3° du code de la santé publique dispose que l'Etablissement support du Groupement hospitalier de territoire assure la fonction achats pour le compte des Etablissements parties. L'article R.6132-16 du Code de la Santé Publique dispose que l'Etablissement support est chargé de :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat
- La planification des marchés
- La passation des marchés et des avenants

L'exécution propre du marché reste effective au sein de chaque établissement partie.

Les spécificités de chaque établissement partie sont précisées dans ce dossier de consultation.

De ce fait dans cette consultation, le terme CHU d'Angers désigne l'établissement support du Groupement hospitalier de territoire de Maine et Loire.

D'autre part, le CHU d'Angers est coordonnateur d'un groupement de commandes territorial constitué pour la passation de ce marché et associant les établissements partenaires du GHT 49 identifiés en annexe 1 du présent C.C.A.P.

La répartition des compétences entre le CHU d'Angers et ces établissements partenaires est identique à celle qui régit les relations au sein du GHT 49, telle que décrite à l'article 2.2 du présent C.C.A.P.

Article 1 - Parties au contrat**1.1 Acheteur**

Centre Hospitalier Universitaire d'ANGERS (CHU ANGERS) situé 4 rue Larrey 49 933 ANGERS CEDEX 9
Etablissement Public de Santé - **Etablissement support du GHT de Maine et Loire**

1.2 Titulaire

Le « Titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. Il est dûment identifié à l'acte d'engagement [ATTRI 1].

Lorsque le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, l'acte d'engagement mentionne l'identité du mandataire, la composition et la nature du groupement. Si le groupement est conjoint, l'acte d'engagement [ATTRI 1] indique si le mandataire est solidaire ou non, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'Acheteur.

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement vis à vis de l'Acheteur, et coordonne les prestations. Le mandataire assiste à toutes les réunions éventuellement prévues par le marché.

Article 2 - Description de l'accord-cadre**2.1 Objet de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation des prestations suivantes :

Fourniture de fioul domestique et de GNR ZERO pour les établissements du GHT 49

La nature des fournitures et / ou des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au C.C.T.P.

Il est précisé que les stipulations du présent C.C.A.P. s'appliquent tant à l'accord-cadre qu'aux marchés subséquents conclus sur le fondement de l'accord-cadre sauf lorsque les dites stipulations limitent expressément leur application à « l'accord-cadre » ou aux « marchés subséquents » (l'expression « marché » désignant dans ce document indifféremment l'accord-cadre ou les marchés subséquents).

Les établissements parties du GHT 49 ayant un besoin identifié sont :

Etablissements	Besoins identifiés au lancement de la consultation	
	Lot 1	Lot 2
CHU d'Angers	X	X
CH Cholet	X	
CH Saumur	X	
CH Longué-Jumelles	X	
Centre de Santé Mentale Angevin CESAME	X	
CH La Corniche Angevine	X	
Etablissement de santé Baugeois Vallée	X	
CH de Doué-la-Fontaine	X	

CHI Lys Hyrôme	X	
CH de Layon-Aubance	X	

Les autres établissements du GHT 49 n'ont pas de besoin identifié au stade du lancement de l'accord-cadre.

Si un besoin venait à apparaître, l'établissement concerné pourrait bénéficier de la présente procédure dans le cadre des dispositions de l'article 13.1 du CCAP.

Il pourra être intégré en cours de marché, après validation d'un devis, de nouvelles prestations conformes à l'objet du marché, dans les conditions décrites à l'article 13.1 du C.C.A.P. Ces intégrations ne donneront pas lieu à la passation d'un avenant.

Les établissements partenaires du GHT 49, membre du groupement de commandes territorial, sont les suivants :

Etablissements	Adhésion au groupement de commandes pour les lots suivants :	
	Lot 1	Lot 2
EHPAD Maison de retraite de Montreuil-Bellay	X	
GCS Etablissements de Santé Douessins (GCS ESD)	X	
EHPAD « Résidence Les Troènes » à St Pierre Montlimart	X	
EHPAD « Les Résidences de l'Evre » à Jallais /Le May sur Evre	X	
EHPAD « Les Fontaines » à Valanjou	X	
EHPAD « Vallée Gélusseau » à Coron	X	
EHPAD « Les Magnolias » à Maulévrier	X	

2.2 Nature du marché et compétences de l'établissement support et des établissements parties du GHT 49

Il est conclu un marché unique, signé et notifié par le CHU d'Angers, Etablissement Support du GHT 49 et Pouvoir adjudicateur.

Le CHU d'Angers assure la coordination de cette procédure dans le cadre de sa fonction d'établissement support.

A ce titre, il est compétent en phase de passation de marché pour :

- Procéder, dans le respect des règles prévues par les différents textes liés à la commande publique, à l'organisation de la procédure de passation du marché,
- Signer et notifier le marché,
- Procéder, pendant la phase d'exécution du marché,
- A la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir dans le cadre du marché, le cas échéant,
- Réaliser plus généralement tous les actes relatifs à la modification du marché,
- Prononcer la résiliation du marché,
- Gérer les relations précontentieuses formées par ou contre le Groupement Hospitalier de territoire de Maine et Loire, à l'exception des litiges courants propres à chaque établissement partie et des recours contentieux formés par ou contre un établissement partie.

Les autres compétences relèvent des établissements parties.

Article 3 - Division en lots

L'accord-cadre est passé en lots séparés décrits ci-dessous :

Lot n°	Intitulé
1	Fourniture de Fioul domestique
2	Fourniture de Gazole Non Routier GNR zéro

Pour chacun des lots, l'accord-cadre donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents.

Les marchés subséquents seront passés après remise en concurrence de l'ensemble des attributaires de l'accord-cadre selon les conditions décrites à l'article 7 du présent CCAP.

Article 4 - Forme du marché(s)

Il s'agit d'un accord-cadre exécuté par passation de marchés subséquents, dans les conditions décrites aux articles R.2162-1 à R.2162-12 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu en multi-titularisation : il sera attribué à trois opérateurs maximum (sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures et d'offres).

Ces trois attributaires seront remis en concurrence, préalablement à l'attribution de chaque marché subséquent.

L'accord-cadre est conclu sans montant ni quantité minimum et avec un montant maximum égal à trois fois le montant estimé.

Lot n°	Intitulé	Montant MAXIMUM ANNUEL en € HT
1	Fioul domestique	1 470 000 € HT
2	Gasole Non routier (GNR zéro)	270 000 € HT

Article 5 - Durée du marché et reconduction

5.1 Durée initiale

L'accord-cadre est conclu pour une durée de douze (12) mois calendaires à compter de sa notification.

Le cas échéant, les établissements parties pour lesquels une date de début d'exécution est spécifique pour tout ou partie des lots sont mentionnés en annexe du C.C.A.P.

La date de fin de l'accord-cadre n'est pas modifiée par une date de début d'exécution spécifique.

5.2 Reconductions

Le marché est reconductible tacitement pour une période de douze (12) mois dans la limite de trois (3) reconductions, sauf décision expresse de non reconduction de l'acheteur.

Le cas échéant, au terme de chaque période de l'accord-cadre, l'acheteur prend une décision écrite de non reconduction, qu'il notifie au Titulaire trois (3) mois avant la date d'échéance du marché.

Chaque lot pris individuellement est ainsi reconductible.

Le Titulaire du marché ne peut refuser la reconduction. Il ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de la décision de non reconduction.

La durée totale de l'accord-cadre n'excèdera pas quatre (4) ans.

5.3 Marchés complémentaires ou de prestations similaires

Conformément à ce qui est prévu à l'article R.2122-4 1° du code de la commande publique, pour les marchés de fournitures, constituant des options au sens du droit communautaire, et si les conditions décrites à cet article sont remplies, l'acheteur se réserve, le cas échéant, le droit de passer des marchés négociés complémentaires avec le(s) Titulaire(s) de ce marché.

Article 6 - Documents contractuels

6.1 Document contractuels de l'accord-cadre

6.1.1 *Pièces particulières*

L'accord-cadre est régi par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- la lettre de notification du marché et, le cas échéant, son accusé réception ;
- l'Acte d'Engagement (ATTRI 1) auquel seront joints les annexes citées ci-dessous :
 - le questionnaire fournisseur
 - l'offre de prix - lot 1 AC - Fioul
 - l'offre de prix - lot 2 AC - GNR0
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant :
 - CCAP Annexe 1 - Liste établissements GHT49 et partenaires associés
 - CCAP Annexe 2 - Adresses facturation et Contacts techniques
 - CCAP Annexe 3 - Risques généraux dans les Etablissements Hospitaliers
- les autres modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes :
 - CCTP Annexe 1 - Installation et Livraison Fioul GHT
 - CCTP Annexe 2 - Installation et Livraison GNR zéro
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- l'offre technique du Titulaire ;
- le cas échéant, le catalogue tarifaire venant en complément du bordereau de prix.

6.1.2 *Pièces générales*

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021, JORF n°78 du 1^{er} avril 2021, texte n°18) ;

En cas de contradiction ou de différence entre ces pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

Seul l'exemplaire du contrat conservé dans les archives de l'administration fait foi.

6.2 Documents contractuels des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont régis par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- la lettre de consultation du marché subséquent, complétant les stipulations de l'accord-cadre, et en annexe de ce document, l'offre de prix daté et signé par le représentant de l'entreprise attributaire du marché ;

- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) de l'accord-cadre et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) de l'accord-cadre et ses annexes
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021, JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021) ;

Des pièces contractuelles supplémentaires peuvent être prévues par les marchés subséquents.

En cas de contradiction ou de différence entre ces pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Seul l'exemplaire du contrat conservé dans les archives de l'administration fait foi.

6.3 Pièces à délivrer au Titulaire du marché

6.3.1 *Forme des notifications*

Il est fait application des dispositions des articles 3 et 4 du CCAG-FCS avec les précisions qui suivent.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification du marché comprend uniquement un exemplaire de l'acte d'engagement et de ses annexes.

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en Titulaire.

6.3.2 *Notifications du marché et de ses modifications*

La notification du marché et de ses modifications est effectuée par le biais du profil d'acheteur, ou à défaut, dans les conditions prévues à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS.

L'adresse électronique faisant foi pour la notification est celle renseignée par le Titulaire dans son compte utilisateur du profil d'acheteur, dont il fait usage pour le dépôt de son offre.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, le Titulaire est réputé avoir reçu la notification à la date de la première consultation du document qui lui a été ainsi adressé, ou à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

6.3.3 *Nantissement et cession de créance*

Le Titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché public en fait la demande par écrit à l'acheteur. Il reçoit alors de la part de ce dernier, soit une copie de l'original du marché public délivrée en unique exemplaire, soit un certificat de cessibilité, transmis par l'organisme bénéficiaire de la cession au comptable assignataire des paiements. Il est à noter que l'acheteur ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et 61 du code de la commande publique est le représentant légal de l'acheteur.

6.3.4 *Notifications destinées à l'acheteur*

Les notifications destinées à l'acheteur, prévues en application des clauses du présent CCAP, telles que les observations sur bons de commande ou ordre de service, les demandes de révision de prix, les modifications affectant le Titulaire, les réclamations et différends, sont effectuées par voie postale ou électronique, à l'adresse indiquée au début du présent document.

Article 7 - Modalités d'exécution spécifiques à la passation des marchés subséquents

7.1 Titulaires

L'accord-cadre est attribué à trois Titulaires, sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures et d'offres reçues lors de la passation de l'accord-cadre.

Ces trois Titulaires sont remis en concurrence, préalablement à l'attribution de chaque marché subséquent.

7.2 Clause d'exclusivité

L'accord-cadre est un système fermé pendant toute sa durée d'exécution. Cela signifie qu'une fois l'accord-cadre conclu, aucun opérateur économique supplémentaire ne pourra y adhérer. Seuls les Titulaires de l'accord-cadre peuvent se voir attribuer des marchés subséquents.

Toutefois, l'acheteur est délié de ce principe d'exclusivité en cas de consultation infructueuse (absence de réponses conformes lors d'une consultation). Dans ce cas, l'acheteur peut recourir à une mise en concurrence portant sur le besoin non satisfait, en dehors de l'accord-cadre.

7.3 Périodicité de la remise en concurrence

La remise en concurrence est organisée à la survenance du besoin.

7.4 Forme et durée des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont des marchés passés par chaque établissement du GHT 49 sur le fondement de l'Accord-Cadre.

La forme et la durée des marchés subséquents sont précisées dans la lettre de consultation de chaque marché subséquent.

A défaut, les marchés subséquents sont réputés avoir la forme de marchés ordinaires, et une durée d'exécution correspondant à la durée de validité des prix indiquée par le Titulaire dans son offre, et dans le silence de celle-ci, une durée d'un (1) an.

En toute hypothèse, les marchés subséquents doivent être notifiés dans le délai de validité de l'accord cadre. En tant que de besoin, l'exécution d'un marché subséquent peut se poursuivre au-delà de la durée de validité de l'accord cadre.

7.5 Obligation de réponse

Le Titulaire du présent accord-cadre est tenu de répondre aux sollicitations de l'acheteur et de présenter une offre dans les conditions prévues à la lettre de consultation qui lui sera remis à cet effet. Le Titulaire de l'accord cadre veille à produire des offres régulières, acceptables et appropriées.

En cas de défaut de réponse ou de remise d'une offre irrégulière ou inappropriée de la part du Titulaire de l'accord-cadre, celui-ci encourt l'application d'une pénalité forfaitaire de 150 € par consultation.

Les pénalités sont applicables, nonobstant la capacité de l'acheteur à résilier l'accord-cadre aux torts du Titulaire.

7.6 Prix plafonds

Sans objet.

7.7 Modalités de remise en concurrence des Titulaires de l'accord-cadre

7.7.1 Consultation des Titulaires

La conclusion des marchés subséquents découlant de l'accord-cadre, est précédée d'une consultation du Titulaire de l'accord-cadre pour chacun des lots selon les règles suivantes :

- La consultation du Titulaire est écrite : les pièces de la consultation sont transmises, soit par la plateforme de dématérialisation pour les marchés subséquents dont le montant estimé est supérieur au seuil fixé à l'article R.2112-1 du Code de la commande publique, soit par tout

moyen permettant de conférer date certaine à leur transmission pour les marchés subséquents dont le montant estimé est inférieur à ce même seuil (le courriel suivi d'un accusé réception du Titulaire est accepté) ;

- L'acheteur indique l'objet du marché subséquent pour lequel l'offre est demandée ;
- Le délai et la date de remise des offres est identique pour tous les candidats ; ce délai est apprécié au cas par cas et proportionné à la complexité des prestations attendues et au temps nécessaire à l'élaboration des offres ;
- Le Titulaire transmet son offre par écrit, selon les modalités précisées dans la lettre de consultation du marché subséquent, et cette offre n'est pas ouverte avant l'expiration du délai de remise des offres ;
- L'offre est proposée conformément aux conditions « générales » fixées par l'accord-cadre et aux conditions « particulières » fixées par les documents de la consultation propres au marché subséquent ;
- Le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre la mieux-disante déterminée par la mise en œuvre des critères de jugement des offres décrits ci-après ;
- Le Pouvoir peut déclarer la consultation sans suite ou infructueuse.

7.7.2 Examen des offres remises

L'acheteur élimine sans les classer, les offres jugées inacceptables, inappropriées, ou anormalement basses.

S'il constate que des offres sont irrégulières, l'acheteur se réserve la possibilité d'inviter par écrit les soumissionnaires concernés à régulariser leurs offres, dans un délai approprié et identique pour tous. A l'issue de ce délai, si l'offre d'un soumissionnaire demeure irrégulière, elle est éliminée sans être classée.

Les offres qui n'ont pas été éliminées sont analysées et classées par ordre décroissant.

Conformément à l'article L.2152-7 du code de la commande publique, sera retenu l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

Prix des prestations	De 10% à 90%
Délai de livraison	De 10% à 90%
La somme des pondérations sera égale à 100%	

7.7.3 Notification de la décision de l'acheteur

Les candidats sont informés du sort de leur offre dans les conditions et formes prévues par les articles R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

Le candidat obtenant la meilleure note globale se voit attribuer le marché subséquent, et reçoit une commande accompagnée d'une copie de l'offre signée.

S'agissant de marchés subséquents, aucun délai de suspension de signature entre l'envoi des décisions de rejet et la signature du marché subséquent ne sera appliqué.

7.8 Clause d'exclusion

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre aux torts d'un Titulaire, pour les motifs décrits à l'article 19.4 du présent C.C.A.P.

Dans ce cas, la résiliation de l'accord-cadre à l'égard de ce Titulaire est sans effet sur les marchés subséquents qui lui ont été notifiés avant la date d'effet de la résiliation.

L'acheteur peut poursuivre l'exécution de l'accord-cadre avec le ou les Titulaires restants ou décider, du fait de l'absence de concurrence suffisante, d'en prononcer la résiliation pour motif d'intérêt général dans les conditions décrites à l'article 19.3 du C.C.A.P.

Chapitre II - Prix et règlements

Article 8 - Contenu et caractère des prix

8.1 Contenu des prix du marché

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents à l'exécution des prestations décrites au CCAP et notamment :

- le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- l'assurance,
- le stockage,
- la garantie,
- la documentation,
- le transport jusqu'au lieu de livraison,
- les frais afférents aux opérations de vérification et à la livraison sur le territoire français, droits d'autorisation d'exportation et assurance jusqu'au lieu de destination compris,
- la mise en service (ou la mise en ordre de marche),
- le gardiennage,
- les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
- les frais de gestion,
- la fourniture de tous les accessoires indispensables,
- la formation des utilisateurs et des techniciens.

Les prix du marché sont franco de port en montant et en quantité.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à un minima par commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

Les prix seront fixés à chaque remise en concurrence.

Pour le lot 1, les prix ne devront pas être supérieur de 20% du prix DIREM constaté le jour de la demande de prix (vérification du prix appliqué à la facturation).

8.2 Prix de référence de l'accord-cadre

Les prix de référence de l'accord-cadre sont les prix HT qui figurent dans le bordereau des prix du marché.

L'accord-cadre est traité à prix unitaires selon les prescriptions indiquées dans l'offre test joint à l'accord-cadre. Ces prix ne servent que pour la phase d'analyse des offres de l'accord-cadre.

8.3 Forme des prix

L'accord-cadre est traité à prix unitaires. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

8.4 Variations des prix

8.4.1 *Variations des prix de l'accord-cadre*

Sans objet.

8.4.2 *Variations des prix des marchés subséquents*

Le caractère variable ou fixe des prix est précisé dans la lettre de consultation des marchés subséquents. A défaut d'indication, les prix des marchés subséquents sont réputés fermes.

8.5 Application de la taxe sur la valeur ajoutée et autres taxes réglementaires

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

Les taxes réglementaires, autres que la TVA, doivent être intégrées au prix unitaire HT du candidat. Aucune taxe réglementaire ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire en cours d'exécution du marché. Cela s'appliquera également en cas d'application d'une nouvelle taxe, sauf disposition réglementaire ou législative contraire.

8.6 Fournitures achetées hors BPU et bénéficiant d'une remise sur catalogue

Le représentant de chacun des établissements du GHT se réserve la possibilité de commander des références non inscrites au bordereau de prix unitaires sur catalogue fourni par le Titulaire. Il est précisé que ces produits seront strictement conformes à l'objet du marché.

Le montant total des achats effectués sur catalogue ne pourra en aucun cas dépasser 10% du montant total des achats réalisés par un établissement du GHT Maine et Loire pour le marché considéré.

Le pourcentage de remise minimum applicable au tarif public est indiqué dans les annexes financières, dans les questionnaires de conditions commerciales complémentaires ou dans tout autre document de l'offre du Titulaire.

Le catalogue fourni par le Titulaire comprend un tarif général public, un taux de remise contractualisée, un tarif remisé. Le catalogue est demandé par lot et pour la famille de produits concernée par le lot.

La moyenne d'augmentation du tarif catalogue ne pourra pas excéder la moyenne d'augmentation du lot observée sur les 12 mois précédents. Au-delà, l'acheteur se réserve le droit d'accepter l'actualisation de ce catalogue en demandant au Titulaire des éléments objectifs d'évolution des coûts justifiant l'évolution des prix. En cas de désaccord sur l'augmentation des prix supérieure à la moyenne d'augmentation du lot, les tarifs du dernier catalogue en vigueur s'appliqueront.

8.7 Variation du taux de remise

Les taux de remise inscrits au bordereau de prix unitaires et la remise catalogue indiquée dans les documents de l'offre du Titulaire constituent des taux plancher.

Au cours de l'exécution du marché, le Titulaire peut, le cas échéant et à son initiative, octroyer des remises supérieures.

8.8 Offres promotionnelles

En dehors des périodes de révision éventuelles, le Titulaire peut faire bénéficier l'acheteur d'offres promotionnelles exprimées en prix et/ou pourcentage qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des conditions du marché. Ces offres promotionnelles peuvent porter sur tout ou partie du Bordereau de Prix Unitaire.

Dans ce cas, le Titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur la désignation des produits concernés ainsi que les dates de début et de fin d'application. Ces prix promotionnels se substituent alors automatiquement aux prix contractuels pendant les périodes définies, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

8.9 Remise sur chiffre d'affaires

La remise sur chiffre d'affaires, lorsqu'elle est prévue au bordereau de prix, s'exprime sous la forme d'un pourcentage du chiffre d'affaires de référence.

Le chiffre d'affaires de référence sera établi au regard des bons de commande émis sur la période d'exécution annuelle telle que définie par le marché. Le chiffre d'affaires de référence comprend

le montant des prestations commandées sur le bordereau de prix ou le catalogue par l'ensemble des établissements bénéficiaires du marché.

Le montant de la remise de fin d'année sera réparti entre les établissements au prorata du chiffre d'affaires annuel réalisé par chacun d'entre eux. Le Titulaire émettra alors, par établissement, un avoir correspondant à ce montant qui sera déduit des factures suivantes. Pour la dernière période du marché, ce montant pourra donner lieu à l'émission de titres de recettes.

8.10 Clause incitative logistique

Sans objet.

Article 9 - Avances et retenue de garantie

9.1 Avances

Il est fait application de l'option B prévue à l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au Titulaire du marché lorsque le montant initial du marché subséquent ou de la tranche affermie est supérieur à 50.000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf renoncement du Titulaire porté à l'acte d'engagement [rubrique B].

Pour un accord-cadre comprenant une partie à bons de commande avec un montant minimum supérieur à 50 000 € HT, l'avance est accordée en une fois sur la base du montant minimum de l'accord-cadre. Dans le cas contraire, l'avance sera accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le montant de cette avance est égal à 5% du montant initial T.T.C. du marché subséquent, de la tranche affermie ou du bon de commande, si la durée est inférieure ou égale à douze (12) mois. Si la durée est supérieure à douze (12) mois, le montant de l'avance est égal à : (montant initial du marché ou de la tranche affermie ou du bon de commande T.T.C. x 12 mois / durée du marché en mois) x 5 %.

L'avance sera payée dans un délai maximum de 50 jours à partir de la date de notification du marché, de l'affermissement de la tranche ou du bon de commande.

L'avance n'est ni actualisable, ni révisable.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché, atteint ou dépasse 65 % du montant du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 % du montant initial.

L'avance faisant l'objet d'un paiement unique, celle-ci sera récupérée en une seule fois.

Toutefois, le Titulaire peut refuser le versement de l'avance ; dans ce cas, le candidat le précisera dans l'acte d'engagement.

Dans le cas d'une reconduction, la même procédure sera adoptée pour le versement de l'avance.

Le taux de l'avance indiqué ci-avant (5%) peut être revu à la hausse dans les marchés subséquents.

Sauf stipulation contraire des marchés subséquents, il ne sera pas accordé d'avance supplémentaire à celle décrite ci-dessus.

9.2 Retenue de garantie

Sauf stipulation contraire dans les marchés subséquents, ceux-ci ne contiennent pas de garanties financières au sens des articles R.2191-32 à R.2191-44 du code de la commande publique.

Article 10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 Acomptes et paiements partiels définitifs

Le paiement des prestations intervient après exécution complète du bon de commande.

Pour les bons de commandes dont la durée d'exécution excède un mois, le Titulaire peut demander soit au moment du dépôt de son offre, soit en cours d'exécution du marché, la réduction de la périodicité des paiements à un mois.

Le montant des acomptes est alors déterminé par la représentant de l'acheteur en fonction de la production par le Titulaire d'un compte-rendu d'avancement des prestations, présentant le montant estimé de l'acompte et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes.

10.2 Présentation des demandes de paiements

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

10.2.1 *Répartition des paiements*

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser. Le paiement est effectué conformément aux indications du Titulaire fournies dans l'acte d'engagement ou à défaut, dans les autres documents de son offre.

10.2.2 *Facture électronique*

Les factures sont transmises sous forme électronique, conformément aux articles L.2192-1 et L.2192-2 du code de la commande publique.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont obligatoirement effectués via le portail gratuit de facturation CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation du portail de facturation par le Titulaire, est exclusive de tout autre mode de transmission. Si le Titulaire transmet une facture en dehors du portail de facturation, l'acheteur rejette la facture après avoir invité le Titulaire à utiliser le portail. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

En cas de facture faisant suite à l'émission d'un bon de commande, le numéro du bon de commande et le code du service sont mentionnés dans le bon de commande notifié au Titulaire.

Le numéro SIRET de l'acheteur à indiquer dans les factures, ainsi que le code du service permettant de connaître le lieu de dépôt des factures sous Chorus Pro, sont renseignés en annexe du C.C.A.P.

10.2.3 *Dépôt de la facture électronique*

La facture électronique doit obligatoirement comporter, sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture,
- La dénomination sociale, numéro SIRET et adresse du Titulaire,
- La désignation sociale et adresse du destinataire de la facture, son numéro SIRET,
- La mention du code du service en charge du paiement,
- Le numéro de facture,
- Le numéro de marché et son objet,

- Le cas échéant, le numéro du bon de commande en vertu duquel la facture est émise, et dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique,
- L'identité bancaire ou postale telle que précisée sur l'acte d'engagement,
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services,
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés ou des prestations réalisées,
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou des prestations réalisées,
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- Le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement,
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

Les factures et autres demandes de paiement sont établies à l'ordre de l'établissement concerné.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures ou au jour de la réalisation des prestations ou au dernier jour de la période faisant l'objet de la facturation, pour les prestations qui s'exécutent de façon continue.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

10.3 Mode de règlement

Les paiements sont effectués dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire des paiements est mentionné en annexe du présent document.

Les sommes dues sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la demande de paiement de l'avance ou de l'acompte éventuel.

Le dépassement du délai de règlement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le Titulaire du marché, au bénéfice d'intérêts moratoires. Ceux-ci commencent à courir dès le lendemain de l'expiration du délai de règlement, jusqu'au jour de mise en paiement inclus. Ils sont calculés sur la base du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur majoré de 8 points. Le dépassement du délai de règlement ouvre droit également au versement d'une indemnité forfaitaire de recouvrement d'un montant de 40€. Cette indemnité s'ajoute au montant des intérêts moratoires dus.

Il est précisé que tout retard imputable au Titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'informations ou la production d'informations erronées :

- modification de la raison sociale,
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- facturation avant service fait...

10.4 Titulaire étranger - Langue du contrat

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi, supports de formation, doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Chapitre III - Exécution

Article 11 - Modalités de passation des commandes

Cette stipulation s'applique à l'accord-cadre ou aux marchés subséquents pour la partie des prestations exécutée par émission de bon de commande.

Aucune fourniture ni prestation exécutée par émission de bons de commande ne pourra être livrée ou réalisée par le Titulaire, ni ne donnera lieu à aucun paiement par l'acheteur, si elle n'a pas préalablement donné lieu à l'émission d'un bon de commande notifié au Titulaire.

Les bons de commande comportent les informations suivantes :

- L'identification du Titulaire ;
- Les références des prestations et/ou fournitures commandées ainsi que leurs quantités ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le code du service en charge du paiement ;
- Le délai d'exécution ;
- La date d'émission ;
- Le prix net et le cas échéant, le pourcentage de remise sur le tarif public,
- Le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- Les montants et taux de TVA ;
- Le lieu de livraison.

Les bons de commande sont émis par le représentant de l'acheteur. Ils sont adressés au Titulaire en un exemplaire, par tout moyen permettant de conférer date certaine à leur transmission.

Toute commande effectuée en urgence par téléphone ou courriel fait l'objet d'un bon de commande établi dans les meilleurs délais.

Article 12 - Conditions d'exécution des prestations

12.1 Qualité des prestations

Les fournitures ou prestations de services doivent être conformes aux spécifications techniques décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

12.2 Livraison des fournitures

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison établi conformément aux dispositions de l'article 21 du CCAG-FCS, indiquant comportant les quantités et la désignation des produits livrés ainsi que le numéro de commande.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au Titulaire.

En cas de rejet de fournitures non conformes à la commande ou aux stipulations du marché, les frais de retour sont à la charge du Titulaire.

La livraison des fournitures est constatée par la signature d'un bon de livraison ou d'un document équivalent, dont chaque partie conserve un exemplaire.

12.3 Les ruptures d'approvisionnement

12.3.1 *Rupture ponctuelle d'un produit*

En cas de rupture ponctuelle d'un produit, dans le cas où le Titulaire est dans l'impossibilité de livrer un produit pour cause de rupture ponctuelle chez l'industriel, il doit soumettre, préalablement, toute proposition de substitution de produit pour validation à l'acheteur, dans un délai de 15 jours minimum avant la date présumée de prise en compte de ce changement.

Il le propose à l'acheteur et lui adresse un échantillon et la fiche technique du produit.

L'acheteur donnera ou non son accord pour le remplacement ponctuel du produit.

Cette substitution ne peut pas perdurer au-delà de 3 mois maximum sauf accord de l'acheteur et doit avoir un caractère exceptionnel. Cette substitution doit respecter les conditions initiales du marché et ne doit pas engendrer de modification de prix unitaire.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, l'acheteur peut appliquer les stipulations relatives à l'exécution aux frais et risques du Titulaire.

12.3.2 *Arrêt de commercialisation d'un produit*

Dans le cas où un produit n'est plus commercialisé, le Titulaire propose à l'acheteur un produit de remplacement sans modification de prix unitaire dans un délai de 15 jours minimum avant la date présumée de prise en compte de ce changement. Il fournit un échantillon et la fiche technique du produit afin que l'acheteur puisse s'assurer que ce produit bénéficie des mêmes caractéristiques que le produit retenu initialement au marché.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, l'acheteur peut appliquer les stipulations relatives à l'exécution aux frais et risques du Titulaire.

Article 13 - Modifications en cours d'exécution du contrat

Outre les stipulations relatives au prix, à la durée ou au fractionnement du marché, le présent marché comprend des clauses de réexamen au sens de l'article R.2194-1 du code de la commande publique :

13.1 Ajout d'un établissement bénéficiaire

Un établissement membre du GHT n'ayant pas identifié de besoins pour la durée de l'accord-cadre pourra néanmoins bénéficier de cet accord-cadre, sous réserve du respect du montant ou des quantités maximum contractuelles fixées pour l'exécution de l'accord-cadre.

☒ 1. A tout moment et sans qu'il soit nécessaire de modifier les conditions financières ou techniques du marché, sur simple ordre de service notifié au Titulaire par l'Acheteur ;

☐ 2. Après modification des conditions techniques ou financières du marché, convenu entre les parties, actée par ordre de service ou avenant notifié par l'acheteur, selon la procédure décrite à l'article 23 du CCAG-FCS.

Cette stipulation est également applicable aux marchés subséquents issus de l'accord-cadre.

13.2 Ajout de prestations complémentaires hors BPU

Des fournitures ou services complémentaires ne figurant pas dans le bordereau de prix du marché pourront être intégrées au marché sous réserve que ces ajouts ne présentent pas un caractère substantiel et soient conformes à l'objet du marché.

La modification du marché est formalisée par l'établissement d'un devis remis par le Titulaire et dûment accepté par le représentant de l'acheteur.

13.3 Cession du marché

Le Titulaire s'interdit de céder tout ou partie des droits et obligations nés du présent marché à un tiers quelconque sans autorisation préalable de l'acheteur.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire devra fournir :

- une déclaration sur l'honneur attestant que le cessionnaire ne tombe pas sous le coup d'un motif d'exclusion de la procédure de passation, prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique (formulaire DC1 complété) ;
- le numéro unique d'identification de l'entreprise (numéro SIREN délivré par l'INSEE) ou pour une entreprise établie à l'étranger, un document délivré par l'autorité administrative ou judiciaire compétente de son pays d'origine ou d'établissement attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- les pouvoirs des personnes habilitées à engager le cessionnaire ;
- l'attestation sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale et datant de moins de six mois ;
- une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité ;
- les autres documents établissant son aptitude à exercer l'activité professionnelle, ses garanties économiques et financières, techniques et professionnelles lui permettant d'assurer la bonne exécution du marché pour la durée restante de celui-ci ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

La cession étant subordonnée à l'autorisation prévue au présent article, l'acheteur se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

L'acheteur se prononce sur l'agrément du cessionnaire au plus tard un mois après réception de la demande d'agrément, étant précisé que l'acheteur ne peut refuser une demande d'agrément que si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

13.4 Evolution législative ou réglementaire

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

En cas de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le Titulaire pourra proposer une modification des fournitures ou prestations de son offre initiale, au prix contractuel.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du Titulaire, affectant l'exécution du marché que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le représentant de l'acheteur pourra négocier de bonne foi une modification en cours d'exécution du marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation. En cas de refus de la part du Titulaire, le marché sera résilié sans indemnisation et à ses torts exclusivement.

Article 14 - Sous-traitance

Le marché ne peut faire l'objet d'une sous-traitance telle que définie par l'article L.2193-2 du code de la commande publique.

Article 15 - Obligations générales du Titulaire

15.1 Changements affectant le Titulaire

Le Titulaire s'engage à informer l'acheteur de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- ses coordonnées bancaires.

Le Titulaire fait parvenir à l'Acheteur son numéro unique d'identification de l'entreprise (numéro SIREN délivré par l'INSEE) ou s'il est établi à l'étranger, un document délivré par l'autorité administrative ou judiciaire compétente de son pays d'origine ou d'établissement attestant de l'absence de cas d'exclusion, une photocopie de l'extrait du journal des annonces légales et un relevé d'identité bancaire ou de caisse d'épargne.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'acheteur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification de la modification du contrat.

15.2 Assurance

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-FCS.

Le Titulaire souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et/ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages de toutes natures (corporels, matériels ou immatériels) occasionnés par l'exécution du marché. Le Titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le Titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande de l'acheteur, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

15.3 Discrétion et confidentialité

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations relatives à la confidentialité mentionnées à l'article 5.1 du CCAG-FCS, avec les précisions qui suivent.

Notamment, le Titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposés ou éventuels sous-traitants. En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans indemnité.

L'acheteur s'engage pour sa part à respecter le caractère confidentiel des données protégées par le secret industriel et commercial, notamment des méthodes, procédés, et savoir-faire employés par le Titulaire, que celui-ci aurait désigné comme telles dans le cadre de l'exécution du marché et à faire respecter par son personnel la même obligation de confidentialité.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent marché, et ce pour une durée de cinq (5) ans.

15.4 Sécurité

Les établissements parties ont défini, selon les dispositions des articles R. 4511-1 à R. 4515-1 du code du travail une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans leurs établissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le Titulaire du marché devra respecter.

Chaque établissement partie pourra s'assurer, auprès des salariés du Titulaire du marché, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au Titulaire du marché par l'établissement.

L'établissement se réserve la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en oeuvre, par le Titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

Pour aider le Titulaire du marché à mieux intégrer la sécurité dans son offre et en cours d'exécution des prestations, figure en annexe au présent CCAP, un document intitulé les «Risques généraux dans les établissements hospitaliers».

Chapitre IV - Constatation de l'exécution

Article 16 - Opérations de vérifications

Les opérations de vérification et d'admission des prestations, sont effectuées par l'acheteur et ce, conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS, sous réserve des précisions et/ou dérogations qui suivent.

16.1 Vérification quantitative

Cette vérification consiste à comparer la quantité livrée à la quantité commandée ; celle-ci a lieu au moment de la livraison.

Si la quantité fournie n'est pas conforme au bon de commande, le représentant de chacun des établissements du GHT met le titulaire en demeure d'ajuster la livraison en plus ou en moins.

Si la quantité fournie est inférieure à la quantité commandée, **le titulaire s'engage à compléter cette quantité dans un délai n'excédant pas 48 heures.**

Si la quantité fournie est supérieure à la quantité commandée, le titulaire s'engage à reprendre immédiatement cet excédent sans contrepartie.

La quantité qui sera retenue sera celle existant au moment de la livraison, et non celle qui aura pu être contrôlée au moment du remplissage du camion.

Les camions citernes ainsi que les volucompteurs positionnés dans les véhicules doivent être contrôlés annuellement par la DREAL - service de contrôle des instruments de mesure. Les établissements pourront demander au titulaire, à tout moment de l'exécution du marché subséquent, la présentation des documents attestant de ces contrôles.

16.2 Vérification qualitative

Cette vérification consiste à vérifier la conformité des fournitures ou prestations aux stipulations du marché. Les prestations livrées doivent correspondre au bon de commande. En cas d'inadéquation, la livraison de produits conformes est demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze (15) jours pour procéder aux vérifications qualitatives et notifier sa décision à compter de la date de livraison des fournitures ou d'exécution des prestations.

Lorsque les vérifications qualitatives sont opérées sans notification d'une décision dans le délai de quinze jours (15) précité, les prestations sont réputées admises à l'expiration de ce délai.

Les établissements se réservent le droit d'effectuer des contrôles de qualité des fournitures livrées. Ces contrôles pourront être effectués de manière aléatoire lors des livraisons. Ils consistent en une prise d'échantillon de carburant pour analyse par un laboratoire indépendant.

A l'issue des opérations de vérification, par dérogation à l'article 25 du CCAG- FCS, l'attestation de service fait, figurant sur la facture vaudra admission des fournitures.

16.3 Décisions après vérifications

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le représentant de l'établissement prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

16.4 Admission et transfert de propriété

L'admission des prestations donne lieu à l'établissement d'une décision écrite notifiée au Titulaire, dans le délai imparti à l'acheteur pour procéder aux vérifications. A défaut de notification d'une décision dans ce délai, l'admission est réputée acquise.

Sauf en cas de location ou de mise à disposition de matériel, la décision d'admission des produits entraîne le transfert de propriété.

Si la remise des produits à l'établissement est postérieure à leur admission, le Titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

16.5 Responsabilité

Il est fait application de l'article 8 du CCAG-FCS. Le Titulaire demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions dans les locaux des établissements bénéficiaires du marché.

Il est par ailleurs précisé que la responsabilité du Titulaire peut être engagée indépendamment de l'application des pénalités, telles que prévues au présent document.

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des avaries survenant au cours des opérations de livraison. Il est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

Article 17 - Garantie technique

Les prestations font l'objet d'une garantie conformément au CCAG-F.C.S.

Si le produit livré n'est pas conforme à la commande ou aux spécifications en vigueur, ou non livré dans les cuves adéquates, le titulaire devra, dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la notification du rejet ou du constat, procéder à ses frais :

- à la vidange des produits contenus dans la cuve de réception
- au nettoyage des cuves, si nécessaire
- au remplacement du produit et à l'indemnisation du moteur de l'équipement endommagé suite à une prise de produit inadapté.

A défaut de son intervention dans ce délai, la pénalité prévue à l'article 18.6 du présent document sera appliquée.

Chapitre V- Différends, litiges et fin du marché

Article 18 - Délais d'exécution et pénalités de retard

18.1 Définition du délai contractuel

Le délai de livraison sera fixé dans chaque marché subséquent.

Cependant, le représentant de chaque établissement peut prolonger le délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG-FCS, s'il est fait obstacle à l'exécution du marché du fait de l'établissement ou du fait d'un événement ayant un caractère de force majeure.

18.2 Exigibilité des pénalités de retard

Les pénalités dérogent aux stipulations prévues par l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités dues par les Titulaires, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration des délais contractuels définis ci-dessus ou aux stipulations auxquelles il renvoie, les prestations des Titulaires ne sont pas entièrement réalisées ou sont imparfaitement réalisées.

Il appartient au Titulaire de faire, le cas échéant, la preuve que les manquements ou retards susceptibles d'engendrer l'application de pénalités ne lui sont pas imputables, soit qu'ils relèvent de la force majeure ou d'une cause exonératoire, soit en raison d'un manquement de l'acheteur à ses propres obligations contractuelles.

Les livraisons partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

Les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure préalable ; elles sont déduites de la facture correspondant aux prestations en retard ou des factures suivantes.

18.3 Calcul des pénalités de retard d'exécution

Concernant les pénalités journalières de retard d'exécution, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé par le fait exclusif du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable les pénalités prévues à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S, auxquelles est ajouté un forfait de 50€.

Dans l'hypothèse où les prestations prévues à l'article 17 du présent document, auxquelles est tenu le titulaire au titre de la garantie technique, ne sont pas exécutées dans le délai imposé de 2 jours ouvrés, une pénalité forfaitaire de 250 € par jour de retard sera appliquée.

18.4 Pénalités pour mauvaise exécution des prestations

En cas de problèmes de livraison récurrents, constatés à trois reprises, (livraisons incomplètes, en dehors des horaires prescrits, erreurs sur les bons de livraison, erreurs d'adresse, non-respect des consignes de sécurité ou d'hygiène...), une pénalité forfaitaire de 100 € HT par infraction pourra être appliquée par l'acheteur.

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché, constatés à trois reprises, (non-conformité des factures, changements de référence sans accord préalable de l'acheteur,...), une pénalité forfaitaire de 50 € par constat pourra être appliquée par l'acheteur.

18.5 Pénalités pour retard dans la fourniture de documents

Le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par jour calendaire de retard dans la fourniture de tous types de document qui lui serait réclamé en application du présent marché.

18.6 Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Le plafond de pénalité mentionné à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, est relevé à 20% et n'est pas applicable aux bons de commande. Pour les marchés subséquents conclus sous la forme d'accords-cadres à bons de commande, ce plafond de 20% s'évalue au regard du montant réalisé HT entre le début du marché ou de la tranche affermie et la date d'application des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

	Prestations	Délais	Montant de la pénalité	Observations complémentaires
Pénalités liées à la gestion technique	Délai de livraison	Fixé par le candidat dans le BPU	Pénalités prévues à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S, auxquelles est ajouté un forfait de 50€	Sans mise en demeure préalable après constatation par les deux parties

Produit livré non conforme à la commande ou aux spécifications en vigueur, ou non livré dans les cuves adéquates (Art.17 – Garantie technique)	2 jours ouvrés à/c de la notification du rejet ou du constat	250 € HT / jour de retard	Sans mise en demeure préalable après constatation par les deux parties
Livraisons incomplètes, en dehors des horaires prescrits, erreurs sur les bons de livraison, erreurs d'adresse, non-respect des consignes de sécurité ou d'hygiène	sans objet	100 € HT par infraction	Sans mise en demeure préalable après constatation par les deux parties

	Prestations	Délais	Montant de la pénalité	Observations complémentaires
Pénalités liées à la gestion Administrative	Délai de remise de facture	6 semaines maximum à compter de la fin de l'intervention	100 € HT par constat	Absence de remise de facture au-delà du délai indiqué

Article 19 - Résiliation du marché

19.1 Résiliation pour événements extérieurs au marché

La résiliation pour événements extérieurs au marché peut intervenir dans tous les cas prévus à l'article 39 du CCAG-FCS.

19.2 Résiliation pour événements liés au marché

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, l'acheteur peut prononcer la résiliation de ce dernier.

En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, l'acheteur pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque le Titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations.

Cette résiliation n'ouvre pas droit pour le Titulaire à indemnité.

19.3 Résiliation pour motifs d'intérêt général

L'acheteur du marché peut résilier le marché pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié au marché, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, cette résiliation n'ouvre pas droit pour le Titulaire à indemnité, sauf à être indemnisé de la part des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

19.4 Résiliation aux torts du Titulaire

Le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, dans tous les cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, et notamment, dans les cas particuliers suivants :

- pour l'accord-cadre uniquement : en cas de résiliation aux torts du Titulaire ou d'exécution aux frais et risques d'au moins deux marchés subséquents ;
- pour l'accord-cadre uniquement : en cas de défaut de réponses régulières à au moins trois consultations lancées pour l'attribution de marchés subséquents ;

- en cas de mauvaise exécution ou d'exécution fautive de ses obligations contractuelles ;
- lorsque le Titulaire, au cours de l'exécution du marché, tombe sous le coup d'un motif d'exclusion prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique ;
- lorsque le Titulaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail.

Sauf dans les cas cités à l'article 41 du CCAG-FCS, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, l'acheteur informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Lorsque l'acheteur met le Titulaire en demeure de faire cesser sans délai une situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, la mise en demeure est assortie d'un délai de deux (2) mois, conformément aux dispositions de l'article L.8222-6 du code du travail.

En cas de résiliation du marché, le Titulaire remet à l'acheteur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et travaux effectués dans le cadre du marché.

Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucun dommage et intérêt.

19.5 Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

19.5.1 En cas d'inexécution de la prestation en cours d'exécution

Sauf cas de force majeure, dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, l'acheteur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le Titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au Titulaire défaillant.

Dans ce cas, le Titulaire du marché est tenu d'informer par écrit l'acheteur, de son impossibilité de livraison ainsi que de la date de reprise de livraison : à défaut, l'acheteur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez l'autre fournisseur, et le Titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

Cette exécution est précédée d'une mise en demeure préalable, sauf en cas d'inexécution d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard.

19.5.2 - Après résiliation prononcée aux torts du Titulaire

En application de l'article 45.1 du CCAG-FCS, en cas de résiliation prononcée aux torts du Titulaire, l'acheteur se réserve le droit de faire exécuter par un tiers les prestations prévues par le marché aux frais et risques du Titulaire.

Le surcoût éventuel résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, est prélevé sur les sommes restant dues au Titulaire, sans préjudice des droits de l'acheteur à exercer un recours contre le Titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'acheteur.

Article 20 - Droit applicable et tribunal compétent

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable et toutes les correspondances doivent être rédigées en français.

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Tout différend survenu à l'occasion du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 46 du CCAG-FCS.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, et après épuisement des voies de recours amiables, le différend entre les Titulaires ou attributaires et l'acheteur se règle par la saisine du Tribunal Administratif de Nantes.

Chapitre VI - Dérogations au CCAG-FCS

Les dérogations au CCAG-FCS sont listées dans le tableau ci-après.

Nature de la dérogation	Article du CCAP	Article du CCAG-FCS
Notification du marché	Article 6.3.1	Article 4.2.1
Pénalités	Article 18 -	Article 14
Admission des fournitures	Article 16.2	Article 25
Résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général	Article 19.3	Article 42